# Mobilité

## Mobilité des personnels enseignants du second degré, des personnels d'éducation et des psychologues de l'éducation nationale : règles et procédures du mouvement national à gestion déconcentrée – rentrée scolaire 2024

NOR : MENH2325643N
→ Note de service du 12-10-2023
MENJ - DGRH B2-2

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; aux vice-recteurs de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie ; à la cheffe du bureau DGRH B2-4 (gestion des personnels du second degré hors académie)
Textes abrogés : Note de service MENH2228652N du 20-10-2022, arrêté MENH2230373A du 20-10-2022

### Table des matières

I. Calendrier des opérations de mutation
II. Dispositif d'accueil et d'information
III. L'exercice en établissement en contrat local d'accompagnement
IV. Bonification spécifique Mayotte et Guyane
V. Reconnaissance du centre des intérêts matériels et moraux (CIMM)
VI. Demande d'obtention de la bonification handicap à 1 000 points pour les enseignements n'ayant pas d'académie d'origine
VII. Mouvements sur postes à profil (POP) et sur postes spécifiques nationaux (SPEN)
**1) Mouvement sur postes à profil (POP)**
**2) Mouvement en prévention et sécurité**
VIII. Mouvement des professeurs de la section CPIF / enseignants de la MLDS
IX. Mouvement des professeurs d'enseignement général de collège
**1) Dépôt et transmission des demandes**
**2) Traitement et déroulé du mouvement**
Annexe I — Table d'extension
Annexe II — Liste des CSTS
Annexe III — Candidature PEGC
Annexe IV — Candidature PEGC (tableau)

Le mouvement interacadémique des enseignants du second degré, des personnels d'éducation et des psychologues de l'éducation nationale au titre de 2024 est organisé selon des modalités décrites dans les lignes directrices de gestion ministérielles en matière de mobilité.
La présente note de service vise à préciser les éléments de calendrier propres à la campagne de mobilité en vue de la rentrée scolaire 2024, et à en préciser les nouveautés.
Elle est suivie de quatre annexes.

### I. Calendrier des opérations de mutation

| Dates | Opérations | Destinataires |
|---|---|---|
| 30 octobre 2023 | Date limite de remontée des postes spécifiques nationaux et des postes à profil par les recteurs | DGRH B2-2 |
| Du 6 au 29 novembre 2023 | Accueil téléphonique des candidats à une mutation | Participant |
| 8 novembre 2023 | Publication des postes spécifiques nationaux et des postes à profil vacants | Participant |

| | | |
|---|---|---|
| Du 8 au 29 novembre 2023 | Formulation des demandes de mutation sur I-Prof, phase interacadémique et mouvements spécifiques nationaux (SPEN) et sur postes à profil (POP) | Participant |
| À partir du 30 novembre 2023 | Téléchargement des confirmations individuelles de demande de mutation par les services académiques (phase interacadémique, SPEN et POP) | Participant |
| 15 décembre 2023 | • Date limite d'envoi des travaux personnels par les candidats aux mouvements spécifiques nationaux des métiers d'arts et du design<br>• Date limite d'envoi du dossier de candidature par les candidats en (DR)Onisep et au Cnam/Inetop pour les PsyEN | DGRH B2-2 |
| Janvier 2024 | Affichage des barèmes | Rectorat de l'académie d'affectation |
| 8 janvier 2024 | PEGC : date limite de transmission de la confirmation de demande de mutation | Chef d'établissement ou de service |
| 15 janvier 2024 | PEGC : date limite de transmission par voie hiérarchique des dossiers de candidature | Rectorat de l'académie d'affectation |
| 26 janvier 2024 | PEGC : date limite de transmission des dossiers par les recteurs des académies d'origine aux recteurs des académies demandées | Rectorat de l'académie sollicitée |
| 5 février 2024 | PEGC : date limite de transmission par les recteurs des dossiers de candidature revêtus de leur avis motivé, par voie dématérialisée | DGRH B2-2 |
| 9 février 2024 | Date limite de demande tardive de participation au mouvement, d'annulation et de modification de demande | DGRH B2-2 |
| 6 mars 2024 | **Résultats** – phase interacadémique et mouvements spécifiques nationaux | Participant |
| À partir du 6 mars 2024 | Début de l'ouverture de la phase intra-académique (dates précises définies par les services académiques) | Participant |

## II. Dispositif d'accueil et d'information

Afin de faciliter la démarche des agents dans le processus de mobilité, un service d'aide et de conseil personnalisés est mis à leur disposition, pour les informer et les conseiller à toutes les étapes du suivi de leur demande.
Les candidats à une mutation **interacadémique** ont accès **du 6 au 29 novembre 2023,** en appelant le **01.55.55.44.45**, à un service ministériel chargé de leur apporter une aide individualisée dès la conception de leur projet de mobilité. Après la fermeture des serveurs Siam/I-Prof, **le 29 novembre 2023, ils peuvent s'adresser aux cellules téléphoniques académiques** qui les informent sur le suivi de leur dossier jusqu'à la fin des opérations de validation des vœux et des barèmes en janvier 2024.
Par ailleurs, les candidats ont accès aux différentes sources d'informations mises à leur disposition sur les sites académiques et le portail de l'éducation https://www.education.gouv.fr, notamment les lignes directrices de gestion ministérielles, les notes de service, la vidéo d'aide à la décision, le comparateur de mobilité et la foire aux questions.
Ils reçoivent également des messages dans leur messagerie I-Prof à toutes les étapes importantes du calendrier. Ce dispositif d'aide et de conseil est facilité dès lors que les candidats à une mutation communiquent lors de la saisie des vœux un numéro de téléphone portable, indispensable pour leur faire connaître rapidement les résultats de leur demande de mutation.

## III. L'exercice en établissement en contrat local d'accompagnement (CLA)

Le dispositif CLA mis en place depuis la rentrée scolaire 2021 regroupe les établissements qui rencontrent des difficultés particulières et leur permet de bénéficier de moyens renforcés.
**Une bonification de 120 points** est mise en place dans ce cadre pour valoriser l'expérience en établissement en contrat local

d'accompagnement afin d'y favoriser la stabilité des équipes éducatives.
En application des lignes directrices de gestion en son point 3.3.3.10, pour prétendre au bénéfice d'une bonification, les enseignants doivent **être en activité et affectés au 1er septembre N – 1 dans un établissement engagé dans un contrat local d'accompagnement et justifier d'une durée minimale de trois années de services effectifs et continus au 31 août N dans ce même établissement.**
Cette bonification prendra effet à compter du **mouvement 2024**.

### IV. Bonification spécifique Mayotte et Guyane

**À compter du mouvement interacadémique 2024**, et conformément au point 3.3.3.9 des lignes directrices de gestion ministérielles relatives à la mobilité des personnels du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, les personnels comptabilisant au 31 août 2024 au moins cinq ans d'exercice effectif et continu sur le territoire de **Mayotte** se verront attribuer **1 000 points sur tous les vœux exprimés**.
Concernant les personnels affectés en **Guyane** depuis au moins cinq ans suite à une mobilité, et comptabilisant au 31 août 2024 au moins deux années de services effectifs et continus sur un poste dit isolé*, ceux-ci se verront attribuer une **bonification de 200 points sur tous les vœux exprimés**.
** La liste de ces écoles et établissements est fixée par l'arrêté du 5 mai 2017 déterminant la liste des écoles et des établissements scolaires ouvrant droit au bénéfice de l'indemnité en faveur des personnels relevant du ministre de l'Éducation nationale en service dans certains postes isolés du département de la Guyane.*

### V. Reconnaissance du centre des intérêts matériels et moraux (CIMM)

La circulaire du 2 août 2023, relative à la mise en œuvre des critères liés aux CIMM pour la prise en compte des congés bonifiés dans les trois fonctions publiques et pour la mobilité des fonctionnaires de l'État dans les territoires d'outre-mer, simplifie les conditions de prise en compte du CIMM en introduisant un principe de **portabilité entre services de l'État**, ainsi qu'un **principe de conservation** du bénéfice du CIMM, sous conditions.
Une information complémentaire parviendra prochainement aux services académiques en vue de l'application de cette circulaire.

### VI. Demande d'obtention de la bonification handicap à 1 000 points pour les enseignants n'ayant pas d'académie d'origine

Les enseignants n'ayant pas d'académie d'origine parce qu'ils auraient accompli la totalité de leur carrière en détachement ou dans l'enseignement privé sous contrat d'association avec l'État et souhaitant réintégrer l'enseignement du second degré, peuvent conformément à la loi du 11 février 2005 prétendre à une priorité de mutation au titre du handicap.
Par ailleurs, dans le cadre de la politique d'accompagnement de la mobilité, les agents dont le conjoint ou l'enfant à charge âgé de moins de 20 ans au 31 août de l'année N est en situation de handicap peuvent, sous conditions détaillées au point 3.3.2.1.2 des lignes directrices de gestion ministérielles relatives à la mobilité des personnels du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, également prétendre à cette même priorité de mutation.
Les agents déposent un dossier auprès du médecin-conseiller technique du ministère pour pouvoir prétendre à une bonification spécifique dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie de l'agent, de son conjoint ou de l'enfant en situation de handicap. Le contenu du dossier est détaillé au point 3.3.2.1 des lignes directrices de gestion ministérielles relatives à la mobilité des personnels du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, et à adresser à l'adresse mail : dgrhmedecinconseil@education.gouv.fr.
*Nota : le dossier ne doit être communiqué à aucune instance administrative, l'administration n'ayant ni la compétence pour le traiter, ni vocation à en connaître le contenu.*

### VII. Mouvements sur postes à profil (POP) et sur postes spécifiques nationaux (SPEN)

#### 1) Mouvement sur postes à profil (POP)

L'expérimentation du mouvement spécifique sur postes à profil est reconduite pour la rentrée scolaire 2024.
Les candidatures sur postes à profil (POP) ne peuvent s'exprimer que sur des postes existants sans possibilité de faire des vœux larges ou de formuler des candidatures spontanées.

#### 2) Mouvement en prévention et sécurité

La discipline prévention et sécurité (P0096) relève désormais de la discipline économie – gestion option sécurité et prévention (P8055).

### VIII. Mouvement des professeurs de la section CPIF / enseignants de la MLDS

À compter de la rentrée scolaire 2024, les postes offerts au mouvement des professeurs de lycée professionnel de la section coordination pédagogique et ingénierie de formation (CPIF) et des personnels exerçant la totalité de leur service au titre de la mission pour la lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) font l'objet d'une publication sur le site www.education.gouv.fr.
Les personnels désirant y participer sont invités à se rendre sur la page https://www.education.gouv.fr/mutation-des-personnels-du-second-degre-siam-phase-interacademique-3218, rubrique « Poste CPIF / MLDS ».
Les fiches de poste comporteront le mode opératoire ainsi que les contacts à qui envoyer le dossier de candidature.

### IX. Mouvement des professeurs d'enseignement général de collège

Les professeurs d'enseignement général de collège (PEGC) candidats à la mutation participent aux opérations du mouvement interacadémique et/ou intra-académique. Ils formulent cinq vœux au maximum par le portail internet **I-Prof** (www.education.gouv.fr/iprof-siam) **entre le 8 et le 29 novembre 2023 midi, heure de Paris.**

### 1) Dépôt et transmission des demandes

Après clôture de la période de saisie des vœux, chaque participant au mouvement télécharge dans I-Prof puis imprime un formulaire de confirmation de demande de mutation. Ce formulaire, dûment signé et comportant les pièces justificatives demandées, est remis au plus tard le **8 janvier 2024** au chef d'établissement ou de service qui vérifie la présence des pièces justificatives.
Les personnels détachés, affectés dans une COM ou qui ne sont pas en position d'activité, déposeront leur dossier directement auprès du recteur de l'académie d'origine (bureau des PEGC).
Le chef d'établissement ou de service transmet l'ensemble du dossier de demande de mutation au rectorat au plus tard le **15 janvier 2024** en vue du contrôle des vœux et du calcul du barème.
Après avoir fait l'objet de vérifications sur les vœux et barèmes, toutes les confirmations de demande sur support papier, avec les pièces justificatives, accompagnées d'une fiche de renseignements avec le calcul du barème (annexe III) et d'un état des services, sont adressées ensuite par le recteur de l'académie d'origine au(x) recteur(s) de(s) (l')académie(s) demandée(s) pour le **26 janvier 2024.**
Une liaison informatique permet de transférer les demandes avec le calcul du barème vers l'administration centrale.

### 2) Traitement et déroulé du mouvement

Les recteurs examinent les demandes de changement d'académie portant sur leur académie. La totalité des candidatures est envoyée à l'administration centrale sous forme de listes, dressées section par section et par ordre décroissant de barème (annexe IV) pour le **5 février 2024.**
Les recteurs transmettent au bureau DGRH B2-2 pour le **5 février 2024** les tableaux recensant leurs capacités d'accueil à partir desquelles sont évaluées les possibilités d'accueil par académie et par section.
La liste des PEGC bénéficiaires d'un changement d'académie est établie en prenant en compte ces vacances initiales et celles résultant de ce mouvement, la capacité libérée par la satisfaction d'une demande permettant une entrée supplémentaire éventuelle dans l'académie et la section correspondante.
À l'issue de ces opérations, les professeurs d'enseignement général des collèges participent au mouvement intra-académique de l'académie obtenue. Le mouvement intra-académique est traité selon les modalités de la note de service n° 97-228 du 19 novembre 1997 publiée au BOEN n° 8 du 20 novembre 1997. Il s'effectue antérieurement au mouvement intra-académique des personnels des corps nationaux du second degré.

Pour le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, et par délégation,
Le directeur général des ressources humaines,
Boris Melmoux-Eude

## Annexe(s)

- Annexe I — Table d'extension
- Annexe II — Liste des CSTS
- Annexe III — Candidature PEGC
- Annexe IV — Candidatures PEGC (Tableau)

# Annexe I — Table d'extension

Ordre d'examen des vœux pour la procédure d'extension

Ce tableau décrit l'ordre dans lequel sont examinées les académies à partir de l'académie sollicitée en premier vœu. Il se lit colonne par colonne verticalement.

Exemple : à partir d'un premier vœu pour l'académie d'Aix-Marseille, le traitement examine les possibilités de nomination dans les académies de Nice, Montpellier, Grenoble, Lyon, ...

| AIX-MARSEILLE | AMIENS | BESANÇON | BORDEAUX | CLERMONT-FERRAND | CORSE | CRÉTEIL | DIJON |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| NICE | LILLE | STRASBOURG | POITIERS | LYON | NICE | VERSAILLES | BESANÇON |
| MONTPELLIER | NORMANDIE | LYON | TOULOUSE | LIMOGES | AIX-MARSEILLE | ORLÉANS-TOURS | REIMS |
| GRENOBLE | VERSAILLES | DIJON | LIMOGES | DIJON | MONTPELLIER | PARIS | LYON |
| LYON | PARIS | NANCY-METZ | ORLÉANS-TOURS | ORLÉANS-TOURS | GRENOBLE | AMIENS | CRÉTEIL |
| DIJON | CRÉTEIL | REIMS | NANTES | CRÉTEIL | LYON | LILLE | PARIS |
| PARIS | REIMS | GRENOBLE | MONTPELLIER | PARIS | DIJON | NORMANDIE | VERSAILLES |
| CRÉTEIL | NANCY-METZ | CRÉTEIL | VERSAILLES | VERSAILLES | PARIS | REIMS | NANCY-METZ |
| VERSAILLES | STRASBOURG | PARIS | PARIS | MONTPELLIER | CRÉTEIL | DIJON | STRASBOURG |
| TOULOUSE | ORLÉANS-TOURS | VERSAILLES | CRÉTEIL | BORDEAUX | VERSAILLES | NANCY-METZ | GRENOBLE |
| CLERMONT-FERRAND | DIJON | CLERMONT-FERRAND | CLERMONT-FERRAND | GRENOBLE | TOULOUSE | LYON | CLERMONT-FERRAND |
| BORDEAUX | LYON | AMIENS | AIX-MARSEILLE | TOULOUSE | BORDEAUX | STRASBOURG | ORLÉANS-TOURS |
| BESANÇON | NANTES | LILLE | NICE | BESANÇON | CLERMONT-FERRAND | BESANÇON | AIX-MARSEILLE |
| NANCY-METZ | POITIERS | NORMANDIE | RENNES | POITIERS | BESANÇON | NANTES | MONTPELLIER |
| STRASBOURG | CLERMONT-FERRAND | ORLÉANS-TOURS | NORMANDIE | AIX-MARSEILLE | NANCY-METZ | CLERMONT-FERRAND | NICE |
| REIMS | GRENOBLE | AIX-MARSEILLE | AMIENS | NICE | STRASBOURG | POITIERS | NORMANDIE |
| POITIERS | RENNES | MONTPELLIER | LILLE | NORMANDIE | REIMS | RENNES | AMIENS |
| ORLÉANS-TOURS | LIMOGES | NICE | DIJON | AMIENS | POITIERS | GRENOBLE | LILLE |
| LIMOGES | BESANÇON | NANTES | LYON | LILLE | ORLÉANS-TOURS | LIMOGES | LIMOGES |
| AMIENS | BORDEAUX | POITIERS | GRENOBLE | REIMS | LIMOGES | AIX-MARSEILLE | NANTES |
| LILLE | TOULOUSE | LIMOGES | REIMS | NANCY-METZ | AMIENS | BORDEAUX | POITIERS |
| NORMANDIE | MONTPELLIER | RENNES | NANCY-METZ | STRASBOURG | LILLE | MONTPELLIER | BORDEAUX |
| NANTES | AIX-MARSEILLE | TOULOUSE | STRASBOURG | NANTES | NORMANDIE | NICE | TOULOUSE |
| RENNES | NICE | BORDEAUX | BESANÇON | RENNES | NANTES | TOULOUSE | RENNES |
| | | | | | RENNES | | |

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - education.gouv.fr

| GRENOBLE | GUADELOUPE | GUYANE | LILLE | LIMOGES | LYON | MARTINIQUE | MAYOTTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LYON | PARIS | PARIS | AMIENS | POITIERS | GRENOBLE | PARIS | PARIS |
| AIX-MARSEILLE | VERSAILLES | VERSAILLES | VERSAILLES | ORLÉANS-TOURS | DIJON | VERSAILLES | VERSAILLES |
| CLERMONT-FERRAND | CRÉTEIL | CRÉTEIL | PARIS | BORDEAUX | CLERMONT-FERRAND | CRÉTEIL | CRÉTEIL |
| DIJON | NORMANDIE | NORMANDIE | CRÉTEIL | CLERMONT-FERRAND | BESANÇON | NORMANDIE | NORMANDIE |
| BESANÇON | AMIENS | AMIENS | REIMS | TOULOUSE | PARIS | AMIENS | AMIENS |
| PARIS | LILLE | LILLE | NORMANDIE | VERSAILLES | CRÉTEIL | LILLE | LILLE |
| CRÉTEIL | REIMS | REIMS | NANCY-METZ | PARIS | VERSAILLES | REIMS | REIMS |
| VERSAILLES | ORLÉANS-TOURS | ORLÉANS-TOURS | STRASBOURG | CRÉTEIL | AIX-MARSEILLE | ORLÉANS-TOURS | ORLÉANS-TOURS |
| MONTPELLIER | DIJON | DIJON | ORLÉANS-TOURS | NANTES | MONTPELLIER | DIJON | DIJON |
| NICE | LYON | LYON | DIJON | LYON | NICE | LYON | LYON |
| NANCY-METZ | NANTES | NANTES | LYON | RENNES | REIMS | NANTES | NANTES |
| STRASBOURG | NANCY-METZ | NANCY-METZ | NANTES | NORMANDIE | NANCY-METZ | NANCY-METZ | NANCY-METZ |
| REIMS | STRASBOURG | STRASBOURG | POITIERS | AMIENS | STRASBOURG | STRASBOURG | STRASBOURG |
| TOULOUSE | BESANÇON | BESANÇON | CLERMONT-FERRAND | LILLE | LIMOGES | BESANÇON | BESANÇON |
| AMIENS | POITIERS | POITIERS | GRENOBLE | DIJON | TOULOUSE | POITIERS | POITIERS |
| LILLE | RENNES | RENNES | RENNES | REIMS | BORDEAUX | RENNES | RENNES |
| NORMANDIE | CLERMONT-FERRAND | CLERMONT-FERRAND | LIMOGES | NANCY-METZ | AMIENS | CLERMONT-FERRAND | CLERMONT-FERRAND |
| ORLÉANS-TOURS | GRENOBLE | GRENOBLE | BESANÇON | STRASBOURG | LILLE | GRENOBLE | GRENOBLE |
| LIMOGES | LIMOGES | LIMOGES | BORDEAUX | BESANÇON | NORMANDIE | LIMOGES | LIMOGES |
| BORDEAUX | AIX-MARSEILLE | AIX-MARSEILLE | TOULOUSE | GRENOBLE | ORLÉANS-TOURS | AIX-MARSEILLE | AIX-MARSEILLE |
| POITIERS | BORDEAUX | BORDEAUX | MONTPELLIER | MONTPELLIER | POITIERS | BORDEAUX | BORDEAUX |
| NANTES | MONTPELLIER | MONTPELLIER | AIX-MARSEILLE | AIX-MARSEILLE | NANTES | MONTPELLIER | MONTPELLIER |
| RENNES | NICE | NICE | NICE | NICE | RENNES | NICE | NICE |
| | TOULOUSE | TOULOUSE | | | | TOULOUSE | TOULOUSE |

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - education.gouv.fr

| MONTPELLIER | NANCY-METZ | NANTES | NICE | NORMANDIE | ORLÉANS-TOURS | PARIS | POITIERS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOULOUSE | STRASBOURG | RENNES | AIX-MARSEILLE | VERSAILLES | VERSAILLES | VERSAILLES | ORLÉANS-TOURS |
| AIX-MARSEILLE | REIMS | POITIERS | MONTPELLIER | AMIENS | CRÉTEIL | CRÉTEIL | NANTES |
| GRENOBLE | BESANÇON | NORMANDIE | GRENOBLE | ORLÉANS-TOURS | PARIS | NORMANDIE | LIMOGES |
| LYON | CRÉTEIL | ORLÉANS-TOURS | LYON | NANTES | DIJON | AMIENS | BORDEAUX |
| NICE | PARIS | BORDEAUX | DIJON | RENNES | POITIERS | LILLE | VERSAILLES |
| CLERMONT-FERRAND | VERSAILLES | VERSAILLES | PARIS | CRÉTEIL | CLERMONT-FERRAND | REIMS | PARIS |
| BORDEAUX | DIJON | PARIS | CRÉTEIL | PARIS | LIMOGES | ORLÉANS-TOURS | CRÉTEIL |
| DIJON | LILLE | CRÉTEIL | VERSAILLES | LILLE | NANTES | DIJON | RENNES |
| CRÉTEIL | AMIENS | LIMOGES | TOULOUSE | REIMS | NORMANDIE | LYON | TOULOUSE |
| PARIS | LYON | AMIENS | BORDEAUX | DIJON | AMIENS | NANTES | CLERMONT-FERRAND |
| VERSAILLES | GRENOBLE | LILLE | CLERMONT-FERRAND | POITIERS | LILLE | NANCY-METZ | NORMANDIE |
| LIMOGES | NORMANDIE | TOULOUSE | BESANÇON | NANCY-METZ | REIMS | STRASBOURG | AMIENS |
| POITIERS | ORLÉANS-TOURS | DIJON | NANCY-METZ | STRASBOURG | RENNES | BESANÇON | LILLE |
| ORLÉANS-TOURS | AIX-MARSEILLE | LYON | STRASBOURG | BESANÇON | LYON | POITIERS | DIJON |
| BESANÇON | NICE | CLERMONT-FERRAND | REIMS | LIMOGES | NANCY-METZ | RENNES | LYON |
| NORMANDIE | CLERMONT-FERRAND | GRENOBLE | POITIERS | CLERMONT-FERRAND | STRASBOURG | CLERMONT-FERRAND | MONTPELLIER |
| AMIENS | NANTES | MONTPELLIER | ORLÉANS-TOURS | LYON | BESANÇON | GRENOBLE | REIMS |
| LILLE | POITIERS | REIMS | LIMOGES | GRENOBLE | BORDEAUX | LIMOGES | NANCY-METZ |
| REIMS | LIMOGES | NANCY-METZ | AMIENS | BORDEAUX | TOULOUSE | AIX-MARSEILLE | STRASBOURG |
| NANCY-METZ | MONTPELLIER | STRASBOURG | LILLE | TOULOUSE | GRENOBLE | BORDEAUX | BESANÇON |
| STRASBOURG | RENNES | BESANÇON | NORMANDIE | MONTPELLIER | AIX-MARSEILLE | MONTPELLIER | GRENOBLE |
| NANTES | BORDEAUX | AIX-MARSEILLE | NANTES | AIX-MARSEILLE | MONTPELLIER | NICE | AIX-MARSEILLE |
| RENNES | TOULOUSE | NICE | RENNES | NICE | NICE | TOULOUSE | NICE |

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - education.gouv.fr

| REIMS | RENNES | RÉUNION | STRASBOURG | TOULOUSE | VERSAILLES |
|---|---|---|---|---|---|
| CRÉTEIL | NANTES | PARIS | NANCY-METZ | MONTPELLIER | NORMANDIE |
| NANCY-METZ | NORMANDIE | VERSAILLES | REIMS | BORDEAUX | CRÉTEIL |
| AMIENS | VERSAILLES | CRÉTEIL | BESANÇON | LIMOGES | PARIS |
| PARIS | PARIS | NORMANDIE | DIJON | AIX-MARSEILLE | ORLÉANS-TOURS |
| VERSAILLES | CRÉTEIL | AMIENS | CRÉTEIL | CLERMONT-FERRAND | AMIENS |
| LILLE | ORLÉANS-TOURS | LILLE | PARIS | POITIERS | LILLE |
| STRASBOURG | POITIERS | REIMS | VERSAILLES | ORLÉANS-TOURS | NANTES |
| DIJON | AMIENS | ORLÉANS-TOURS | LILLE | VERSAILLES | POITIERS |
| BESANÇON | LILLE | DIJON | AMIENS | PARIS | RENNES |
| LYON | BORDEAUX | LYON | LYON | CRÉTEIL | DIJON |
| ORLÉANS-TOURS | LIMOGES | NANTES | GRENOBLE | NICE | REIMS |
| NORMANDIE | DIJON | NANCY-METZ | NORMANDIE | NANTES | LYON |
| GRENOBLE | CLERMONT-FERRAND | STRASBOURG | ORLÉANS-TOURS | GRENOBLE | NANCY-METZ |
| AIX-MARSEILLE | LYON | BESANÇON | CLERMONT-FERRAND | LYON | STRASBOURG |
| NICE | GRENOBLE | POITIERS | AIX-MARSEILLE | DIJON | BESANÇON |
| CLERMONT-FERRAND | REIMS | RENNES | MONTPELLIER | NORMANDIE | CLERMONT-FERRAND |
| NANTES | NANCY-METZ | CLERMONT-FERRAND | NICE | AMIENS | GRENOBLE |
| RENNES | STRASBOURG | GRENOBLE | NANTES | LILLE | LIMOGES |
| POITIERS | BESANÇON | LIMOGES | POITIERS | RENNES | BORDEAUX |
| LIMOGES | TOULOUSE | AIX-MARSEILLE | RENNES | REIMS | AIX-MARSEILLE |
| MONTPELLIER | MONTPELLIER | BORDEAUX | LIMOGES | NANCY-METZ | MONTPELLIER |
| BORDEAUX | AIX-MARSEILLE | MONTPELLIER | BORDEAUX | STRASBOURG | NICE |
| TOULOUSE | NICE | NICE | TOULOUSE | BESANÇON | TOULOUSE |
| | | TOULOUSE | | | |

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - education.gouv.fr

# Annexe II — Liste des CSTS

## CSTS Sciences industrielles de l'ingénieur

(Les BTS Arts appliqués ne figurent pas dans cette liste puisqu'ils relèvent de modalités de traitement propres à la spécialité, prévues dans les lignes directrices de gestion ministérielles en matière de mobilité).

| BTS ou diplômes | Agrégés et certifiés : Disciplines concernées | Professeurs de lycée professionnel : Disciplines concernées |
|---|---|---|
| Aéronautique | Toutes les disciplines relevant des sciences industrielles de l'ingénieur | Génie mécanique toutes options<br>Génie électrique toutes options |
| Cinématographie | | Génie électrique toutes options |
| Conception et industrialisation en construction navale | | Génie mécanique toutes options<br>Génie industriel structures métalliques |
| Conception et réalisation de carrosseries | | Génie mécanique toutes options<br>Génie industriel toutes options |
| Conduite des procédés | | Génie chimique<br>Traitement des eaux<br>Industries papetières<br>Génie mécanique maintenance<br>Génie industriel textile<br>Génie mécanique MSMA<br>Génie mécanique productique<br>Génie mécanique construction<br>Génie électrique électrotechnique |
| Constructions métalliques | | Génie mécanique toutes options<br>Génie civil toutes options<br>Génie industriel toutes options |
| Développement réalisation bois | | Génie industriel bois<br>Génie mécanique construction |
| Électrotechnique | | Génie électrique toutes options |
| Étude et réalisation d'agencement | | Génie industriel bois<br>Génie mécanique construction |
| Fluides, énergies, domotique option génie climatique et fluidique | | Génie civil, génie thermique et énergétique |
| Fluides, énergies, domotique option froid et conditionnement de l'air | | |
| Fluides, énergies, domotique option domotique et bâtiments communicants | | Génie civil, génie thermique et énergétique<br>Génie électrique toutes options |
| Fonderie | | Génie mécanique toutes options |
| Forge | | Génie mécanique productique |
| Géologie appliquée | | |
| Industries céramiques | | Génie mécanique toutes options<br>Céramique |
| Innovation et textile | | Génie industriel textiles et cuirs |

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - education.gouv.fr

| | | |
|---|---|---|
| Maintenance des matériels de construction et de la manutention | | Génie mécanique construction<br>Génie mécanique maintenance |
| Mécatronique navale | | Génie mécanique toutes options<br>Génie électrique toutes options |
| Maintenance de véhicules (toutes options) | | Génie mécanique toutes options |
| Métiers de l'audiovisuel (toutes options) | — Physiques<br>— Toutes les disciplines relevant des sciences industrielles de l'ingénieur | Génie électrique toutes options<br>Mathématiques sciences physiques |
| Métiers de l'eau | Toutes les disciplines relevant des sciences industrielles de l'ingénieur | Génie électrique électrotechnique |
| Métiers de la mode chaussure et maroquinerie | | Génie industriel textiles et cuirs |
| Métiers de la mode-vêtements | | Génie industriel textiles et cuirs |
| Moteurs à combustion interne | | Génie mécanique toutes options |
| Opticien lunetier | | Génie mécanique productique |
| Photographie | | Génie électrique toutes options |
| Pilotage de procédés | | Génie mécanique construction<br>Génie mécanique productique<br>Génie chimique<br>Génie électrique |
| Podo-orthésiste | | Génie mécanique construction ou productique |
| Prothésiste-dentaire | | Prothèse dentaire |
| Prothésiste-orthésiste | | Génie mécanique construction ou productique |
| Systèmes constructifs bois et habitat | | Génie industriel bois<br>Génie mécanique construction |
| Systèmes numériques Option A et B | Toutes les disciplines relevant des sciences industrielles de l'ingénieur | Génie électrique option électronique |
| Systèmes photoniques | | Génie mécanique construction ou productique<br>Génie électrique toutes options |
| Techniques et services en matériels agricoles | | Génie mécanique toutes options |
| Traitement des matériaux (options A et B) | | Génie mécanique toutes options<br>Génie chimique |

## CSTS Physique-chimie

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - education.gouv.fr

| B.T.S. ou diplômes | Agrégés et certifiés : Disciplines concernées | Professeurs de lycée professionnel : Disciplines concernées |
|---|---|---|
| Bio-analyses et contrôle | Chimie ou génie des procédés | |
| Biotechnologie | Chimie ou génie des procédés | |
| Contrôle industriel et régulation automatique | Physique-chimie ou physique appliquée ou génie des procédés (suivant profil du poste) | Mathématiques sciences physiques |
| Systèmes numériques (quelle que soit l'option) | Physique appliquée ou physique | Mathématiques sciences physiques |
| Électrotechnique | Physique appliquée ou physique | Mathématiques sciences physiques |
| Métiers de la chimie | Chimie ou génie des procédés (suivant profil du poste) | |
| Opticien lunetier | Physique | Mathématiques sciences physiques |
| Qualité dans les industries alimentaires et les bio-industries | Chimie ou génie des procédés | |
| Techniques physiques pour l'industrie et le laboratoire | Physique appliquée ou physique (suivant profil de poste) | Mathématiques, sciences physiques |
| Traitement des matériaux | Chimie ou physique (suivant profil du poste) | |
| Systèmes photoniques | Physique | |
| Pilotage des procédés | Chimie ou génie des procédés ou physique | |
| Métiers de l'eau | Chimie ou génie des procédés ou physique | |

*Les autres BTS du secteur sciences physiques relèvent de la phase intra-académique du mouvement, et les nominations sur les postes correspondants requièrent l'avis des corps d'inspection sous la responsabilité de l'inspection générale.*

## CSTS Économie, gestion et disciplines de secteur tertiaire

| BTS ou diplômes | Agrégés et certifiés : Disciplines concernées | Professeurs de lycée professionnel : Disciplines concernées |
|---|---|---|
| Assurance | Économie et gestion : toutes options | Économie et gestion : toutes options |
| Audiovisuel | | |
| Banque-conseiller de clientèle | | |
| Commerce international | | |
| Communication | | |

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - education.gouv.fr

| | | |
|---|---|---|
| Hôtellerie-restauration : enseignements d'économie et gestion | | |
| Hôtellerie-restauration : production culinaire | Hôtellerie-restauration : sciences et technologies culinaires | Hôtellerie-restauration : sciences et technologies culinaires |
| Hôtellerie-restauration : hébergement et services | Hôtellerie-restauration : sciences et technologies des services en hôtellerie et restauration | Hôtellerie-restauration : sciences et technologies des services en hôtellerie et restauration |
| Management opérationnel de la sécurité | Économie et gestion : toutes options | Économie et gestion : toutes options |
| Notariat | | |
| Professions immobilières | | |
| Technico-commercial | | |
| Tourisme | Économie et gestion : toutes options et option gestion des activités touristiques | Économie et gestion : toutes options |
| Transport | Économie et gestion : toutes options | Économie et gestion : toutes options |
| Services informatiques aux organisations | Économie et gestion : toutes options<br>Numérique, sciences informatiques | Économie et gestion : toutes options |

## CSTS Sciences et technologies du vivant, de la santé et de la Terre

| **BTS ou diplômes** | **Agrégés et certifiés : Disciplines concernées** | **Professeurs de lycée professionnel : Disciplines concernées** |
|---|---|---|
| Conseiller en économie sociale familiale (diplôme) | Sciences et techniques médico-sociales (STMS) | STMS |
| Diététique | Biotechnologies option santé – environnement | Biotechnologies option santé – environnement |
| Économie sociale familiale (BTS) | Biotechnologies option santé – environnement | Biotechnologies option santé – environnement |
| Géologie appliquée | Sciences de la vie et de la Terre | |
| Métiers de l'esthétique, cosmétique, parfumerie | Biotechnologie option santé – environnement<br>Biotechnologies option biochimie – génie biologique | Biotechnologie option santé – environnement<br>Biotechnologie option biochimie – génie biologique |
| Métiers des services de l'environnement | Biotechnologies option santé – environnement | Biotechnologies option santé – environnement |
| Podo-orthésiste | Biotechnologies option santé – environnement | Biotechnologies option santé – environnement |

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - education.gouv.fr

| | | |
|---|---|---|
| Prothésiste-dentaire | Biotechnologies option santé – environnement | Prothèse dentaire<br>Biotechnologies option santé – environnement |
| Prothésiste-orthésiste | Biotechnologies option santé – environnement | Biotechnologies option santé – environnement |
| Sections puériculture | Biotechnologies option biochimie – génie biologique ou santé – environnement ou sciences et techniques médico-sociales<br>Techniques hospitalières<br>Puériculture | Biotechnologies option biochimie – génie biologique<br>Sciences et techniques biologiques<br>STMS<br>Puériculture |
| Métiers de l'eau | Biotechnologies option biochimie – génie biologique | Biotechnologies option biochimie – génie biologique |

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - education.gouv.fr

# Annexe III — Candidature PEGC

## Fiche de renseignement pour le mouvement interacadémique des professeurs d'enseignement général de collège

Cette fiche est téléchargeable sur le site www.education.gouv.fr dans les pages consacrées à la mobilité des personnels enseignants.

Académie d'origine :.....
.....

Académie demandée : .....
Section : .....

Nom d'usage :

Nom patronymique :

Prénoms :

Situation familiale :

Date de naissance :

Lieu d'exercice du conjoint :

Nom et prénom du conjoint :

Date d'installation :

Grade, discipline ou profession du conjoint :

Téléphone :

Nombre d'enfants âgés de moins de 18 ans au 31/08/2024 :

Adresse personnelle :

Établissement d'exercice :

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - education.gouv.fr

Les bonifications afférentes aux éléments de barème précisés dans les tableaux ci-dessous sont les mêmes que celles définies dans les lignes directrices de gestion. Il conviendra de joindre les pièces justificatives requises pour chaque situation.

| CLASSEMENT | DÉCOMPTE | TOTAL |
|---|---|---|
| Situation familiale ou civile :<br>— rapprochement de conjoints (y compris situation d'autorité parentale conjointe)<br>— enfants à charge<br>— années de séparation | 150,2 points<br>100 points par enfant<br>Années de séparation pour les agents en activité :190 points pour 1 an, 325 points pour 2 ans, 475 points pour 3 ans, 600 points pour 4 ans et plus | |
| Mutation simultanée | 80 points | |
| Ancienneté de service (échelon)<br>PEGC classe normale<br>PEGC hors classe<br>PEGC classe exceptionnelle | 7 points par échelon<br>7 points par échelon + 49 points<br>7 points par échelon + 77 points | |
| Ancienneté dans le poste | 20 points par année + 50 points supplémentaires par tranche de 4 ans dans le poste | |
| Vœu préférentiel | 20 points par année à partir de la 2e année de formulation de ce vœu (plafonnés à 100 points)<br>Clause de sauvegarde : conservation du bénéfice des bonifications acquises antérieurement au MNGD 2016 | |
| Affectation en établissement classé REP +, REP ou en établissement relevant de la politique de la ville | REP + : 400 points à partir de 5 ans,<br>REP : 200 points à partir de 5 ans | |
| Affectation en établissement relevant d'un contrat local d'accompagnement | En établissements relevant d'un CLA : 120 points à l'issue d'une période de 3 ans d'exercice à compter du mouvement 2024 | |

Joindre les pièces justificatives requises pour chaque situation :

L'attribution des bonifications est subordonnée à la production, dans les délais fixés par les recteurs, de pièces justificatives récentes.

Ces pièces permettent de vérifier **la réalité de la situation civile ou familiale à la date du 31 août 2023** (voir dans les lignes directrices de gestion dans le cas d'un enfant né ou à naître) et **la réalité de la situation professionnelle du conjoint entre les dates du 1er septembre 2023 et du 1er septembre 2024 inclus**.

- La photocopie du livret de famille ou extrait d'acte de naissance de l'enfant à charge ;
- Le dernier avis d'imposition dans le cas d'un enfant à charge sans lien de parenté ;
- Les certificats de grossesse, délivrés au plus tard le 31 décembre 2023, sont recevables à l'appui d'une demande de rapprochement de conjoints. Pour bénéficier de cette disposition, l'agent non marié doit joindre une attestation de reconnaissance anticipée établie au plus tard le 31 décembre 2023 ;
- Un justificatif administratif établissant l'engagement dans les liens d'un pacte civil de solidarité auquel doit être joint un extrait d'acte de naissance obligatoirement délivré postérieurement au 31 août 2023 ou toute autre pièce permettant d'attester de la non-dissolution du Pacs à cette date et portant l'identité du partenaire ;

- Une attestation de la résidence professionnelle et de l'activité professionnelle du conjoint (CDI, CDD sur la base des bulletins de salaire ou des chèques emploi service, immatriculation au registre du commerce ou au répertoire des métiers, etc.)
  - **En cas de chômage**, il convient de fournir également une attestation récente d'inscription à Pôle emploi et de joindre une attestation de la dernière activité professionnelle interrompue après le 31 août 2020. Ces deux éléments servent à vérifier l'ancienne activité professionnelle du conjoint ;
  - **Une promesse unilatérale de contrat de travail** (promesse d'embauche) pourra être considérée comme pièce justificative recevable sous réserve qu'elle comporte le lieu de travail, l'emploi proposé (avec la définition du poste), la date d'entrée en fonction envisagée et la rémunération ;
  - **Pour les conjoints chefs d'entreprise, les commerçants, les artisans et les autoentrepreneurs** ou structures équivalentes, joindre une attestation d'immatriculation au registre du commerce ou au répertoire des métiers ainsi que toute pièce attestant de la réalité de l'activité et de son lieu d'exercice effectif (par exemple : déclaration récente de montant du chiffre d'affaires, bail commercial, preuves d'achat du matériel nécessaire à l'activité professionnelle, preuves de commercialisation récente de produits ou prestations, etc.) ;
  - **Pour les conjoints étudiants** engagés dans un cursus d'au minimum trois années au sein d'un établissement de formation professionnelle diplômante recrutant exclusivement sur concours, toutes les pièces pouvant être délivrées par l'établissement de formation justifiant la situation (attestation d'inscription, attestation de réussite au concours, etc.) ;
  - **Pour les conjoints Ater ou doctorants contractuels**, joindre une copie du contrat précisant la date de début de la formation ainsi que sa durée, et les bulletins de salaire correspondant ;
  - **Pour les conjoints engagés dans une formation professionnelle** d'une durée au moins égale à six mois : joindre une copie du contrat d'engagement précisant la date de début de la formation ainsi que sa durée, accompagnée d'une copie des bulletins de salaire correspondants.
- Pour les demandes de rapprochement de conjoints portant sur la résidence privée, toute pièce utile s'y rattachant (facture EDF, quittance de loyer, copie du bail, etc.) ;
- Selon les situations, toutes les pièces demandées dans la présente note.

Avez-vous constitué un dossier pour handicap ? oui ☐ non ☐

| | |
|---|---|
| Date : | Signature du postulant : |

| | |
|---|---|
| Cadre réservé à l'académie d'origine<br>Observations éventuelles du recteur | Date : |

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - education.gouv.fr

# Annexe IV — Candidatures PEGC (Tableau)

## Mouvement interacadémique des PEGC – rentrée scolaire 2024

Cette fiche est téléchargeable sur le site www.education.gouv.fr dans les pages consacrées à la mobilité des personnels enseignants.

### Tableau de transmission a l'administration centrale

Propositions de l'académie de : Section :

| RANG DE CLASSEMENT EFFECTUÉ PAR L'ACADÉMIE DEMANDÉE (PRÉCISER LE BARÈME) | NOM-PRÉNOM DATE DE NAISSANCE | RC (y compris APC) ou MS (1) | ACADÉMIE D'ORIGINE | POSITION (2) | RANG DE VŒU FORMULÉ PAR L'INTÉRESSÉ(E) (3) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |

N.B. : 1 tableau par section

(1) Porter la mention RC (rapprochement de conjoints) ou MS (mutation simultanée).
(2) Activité, disponibilité, détachement.
(3) 1 à 5 en fonction des vœux exprimés.

À retourner avant le 5 février 2024 à l'administration centrale – Sous-direction de la gestion des carrières – DGRH B2-2

Fait à le

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - education.gouv.fr

# Mobilité des personnels du second degré

## Mouvement national à gestion déconcentrée - Dates et modalités de dépôt des demandes de première affectation, de mutation et de réintégration – Rentrée scolaire 2024

NOR : MENH2325645A
→ Arrêté du 12-10-2023
MENJ - DGRH B2-2

Vu Code général de la fonction publique ; décret n° 60-403 du 22-4-1960 modifié, notamment article 10 ; décret n° 68-503 du 30-5-1968 modifié ; décret n° 70-738 du 12-8-1970 modifié, notamment article 11 ; décret n° 72-580 du 4-7-1972 modifié, notamment article 16 ; décret n° 72-581 du 4-7-1972 modifié, notamment article 39 ; décret n° 72-582 du 4-7-1972 modifié, notamment article 14 ; décret n° 72-583 du 4-7-1972 modifié, notamment article 9 ; décret n° 80-627 du 4-8-1980 modifié, notamment article 17 ; décret n° 86-492 du 14-3-1986 modifié, notamment articles 22 et 23 ; décret n° 92-1189 du 6-11-1992 modifié, notamment article 27 ; décret n° 98-915 du 13-10-1998 ; décret n°2017-120 du 1er février 2017 modifié, notamment article 12

**Article 1 –** Les rectrices et recteurs d'académie et les vice-rectrice et vice-recteurs concernés prendront un arrêté pour organiser les opérations des phases inter et intra-académiques du mouvement.
Pour la phase interacadémique, la saisie des demandes de première affectation, de réintégration et de mutation débutera le 8 novembre 2023 à midi heure de Paris et se terminera le 29 novembre 2023 à midi heure de Paris.
Ces demandes devront être formulées, sous peine de nullité, par l'outil de gestion internet dénommé **« I-Prof »** rubrique « Les services/Siam ».
Pour la phase intra-académique, les dates et heures de saisie des demandes seront fixées par les rectrices et recteurs d'académie.

**Article 2 –** Devant recevoir une première affectation à l'issue de leur titularisation, les personnels stagiaires déposeront obligatoirement une demande dans le cadre de la phase interacadémique. Leur désignation dans une académie sera prononcée sous réserve de titularisation.
Déposeront également obligatoirement une demande les agents placés en position de congé sans traitement en vue d'exercer des fonctions d'Ater ou de doctorant contractuel ayant accompli la durée réglementaire de stage.
Déposeront également obligatoirement une demande les personnels affectés à titre provisoire dans une académie au titre de l'année scolaire 2023-2024.

**Article 3 –** Après fermeture des serveurs Siam (accessibles par I-prof), les demandes de participation tardives aux mouvements interacadémique, de modification de demande de participation au mouvement interacadémique et d'annulation de participation au mouvement interacadémique devront avoir été déposées avant le **vendredi 9 février 2024 à minuit** heure de Paris.
Pour la phase intra-académique, ces demandes devront avoir été déposées dans les délais fixés par l'académie ou le vice-rectorat compétent.
Les demandes de participation tardives pourront notamment être accordées pour les motifs suivants :

— décès du conjoint ou d'un enfant ;
— cas médical aggravé du conjoint ou d'un enfant ;
— mutation imprévisible du conjoint ;
— mesure de carte scolaire.

Les demandes de modification de participation au mouvement pourront notamment être accordées pour les motifs suivants :

— enfant né ou à naître ;
— mutation imprévisible du conjoint.

Les demandes d'annulation de participation aux mouvements interacadémique, sur postes à profil et spécifiques nationaux seront acceptées, sans condition.

**Article 4 –** Le directeur général des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Pour le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, et par délégation,
Le directeur général des ressources humaines,